

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47567]

22 AOUT 2023. — Arrêté ministériel relatif à la formation des agents qualifiés, des conseillers de poursuite administrative et des fonctionnaires d'instance administrative dans le cadre des amendes administratives en matière de sécurité routière

La Ministre de la Sécurité routière,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 2022 modifiant les décrets du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, et du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les articles 14, § 1^{er}, alinéa 3, 17, § 1^{er}, alinéa 3 et 27, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière pour ce qui concerne le statut administratif et pécuniaire des agents, les articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, 11, alinéa 2, et 17, alinéa 2 ;

Vu le rapport du 12 juin établi conformément à l'article 3, 2^o du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le Protocole n°841 du Comité de secteur XVI, donné le 09 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du 15 décembre 2022, l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière pour ce qui concerne le statut administratif et pécuniaire des agents.

Art. 2. Le contenu des formations visées aux articles 4, § 1^{er} et § 2, 11 et 17 de l'arrêté du 15 décembre 2022 est repris à l'annexe 1.

Art. 3. § 1^{er}. La formation visée à l'article 4, § 1^{er} de l'arrêté du 15 décembre 2022 est dispensée par modules de compétence.

Elle est certifiée par la réussite des examens relatifs aux compétences qui font l'objet d'une évaluation conformément à l'annexe 1.

§ 2. Pour s'inscrire à l'examen, le candidat suit au moins quatre-vingts pour cent de la formation relative à la compétence visée.

En cas de présence non suffisante, le candidat peut s'inscrire au cycle suivant dans le respect du délai fixé au paragraphe 3, alinéa 2.

§ 3. La réussite de chaque examen de compétence est fixée à soixante pour cent.

Le candidat dispose de deux sessions par compétence et d'un délai de deux ans depuis son entrée en fonction pour réussir ses examens.

Par dérogation à l'alinéa 2, le candidat peut solliciter une troisième session en cas d'échec dans une seule compétence qui fait l'objet d'un examen. Dans ce cas, le délai de deux ans peut être prolongé.

§ 4. Les cycles de formation certifiante sont planifiés en tenant compte des nécessités du service. Le planning permet au candidat de respecter le délai de deux ans fixé au paragraphe 3 alinéa 2.

Au début de chaque cycle, un calendrier détaille le programme de la formation et des examens.

Art. 4. Les formations visées à l'article 11, § 1^{er} et à l'article 17, § 1^{er} de l'arrêté du 15 décembre 2022 sont dispensées par modules.

Les cycles de formation sont planifiés en tenant compte de la nécessité du service.

Au début de chaque cycle, un calendrier détaille le programme de la formation.

Art. 5. Chaque fois que le service l'estime nécessaire pour une gestion optimale des matières et au minimum tous les deux ans, il organise la formation continue visée aux articles 4, § 2, 11, § 2, et 17, § 2 de l'arrêté du 15 décembre 2022.

La présence au cycle de formation continue est obligatoire.

Namur, le 22 aout 2023.

V. DE BUE

Annexe

Annexe 1^{re} à l'arrêté ministériel relatif à la formation des agents qualifiés, des conseillers de poursuite administrative et des fonctionnaires d'instance administrative dans le cadre des amendes administratives en matière de sécurité routière

Programmes de formations

I. Programme de la formation certifiante des agents qualifiés

A. Formation dispensée

Module 1 :

- Le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

- Les notions élémentaires de droit pénal, de procédure pénale et d'organisation judiciaire, la procédure d'audition Salduz+ et la loi du 12 mars 1998, dite loi Franchimont, relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction ;

- Les techniques de rédaction des procès-verbaux ;
- L'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

- La gestion des applications informatiques et exploitation des bases de données ;
- Le traitement des données à caractère personnel ;
- L'utilisation du matériel spécifique ;
- Les techniques et tactiques d'intervention ;
- Les techniques de défense ;
- Les premiers secours incluant les risques chimiques et les gestes à poser ;
- La gestion de conflits.

Module 2 – les formations techniques :

- La législation et les méthodes de contrôle relatives au transport par route de marchandises dangereuses ADR ;
- La législation et les méthodes de contrôle relatives au contrôle technique routier et à l'arrimage ;
- La législation et les méthodes de contrôle relatives au transport exceptionnel ;
- La législation et les méthodes de contrôle des masses et des dimensions du chargement des véhicules ;
- La législation et les méthodes de contrôle de la licence de transport.

B. Compétences évaluées par un examen :

Module 1 :

- Le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière et les notions élémentaires de droit pénal, de procédure pénale et d'organisation judiciaire, la procédure d'audition Salduz+ et la loi du 12 mars 1998, dite loi Franchimont, relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction ;

- Les techniques de rédaction des procès-verbaux, l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et la législation et les méthodes de contrôle des masses et des dimensions du chargement des véhicules.

Module 2 :

- La législation et les méthodes de contrôle relatives au transport par route de marchandises dangereuses ADR ;
- La législation et les méthodes de contrôle relatives au contrôle technique routier et à l'arrimage ;
- La législation et les méthodes de contrôle relatives au transport exceptionnel ;
- La législation et les méthodes de contrôle de la licence de transport.

C. Formation continue :

- La remise à niveau de la réglementation en lien avec le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière et ses arrêtés d'exécution et supports ;

- Les techniques de défense ;
- Les techniques et les tactiques d'intervention ;
- Les premiers secours ;
- La gestion de conflits.

II. Programme de formation des conseillers de poursuite administrative

A. Formation dispensée :

- Les modules 1 et 2 de la formation des agents qualifiés ;
- Le module 3 : l'assertivité.

B. Formation continue :

- La remise à niveau de la réglementation en lien avec le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière et ses arrêtés d'exécution et supports ;

- Les techniques de défense ;
- Les techniques et les tactiques d'intervention ;
- Les premiers secours ;
- La gestion de conflits.

III. Programme de formation des fonctionnaires d'instance administrative

A. Formation dispensée :

- Les modules 1 et 2 de la formation des agents qualifiés à l'exception des formations sur l'utilisation du matériel spécifique, les techniques et les tactiques d'intervention, les techniques de défense ;

- Les notions de droit administratif ;
- La légistique ;
- La déontologie ;
- L'assertivité ;
- La prise de parole en public.

Module 3 : le droit spécial de la procédure d'amendes administratives :

- Le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ;
- Le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ;
- Le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau ;

- La réglementation en matière de signalisation des chantiers ;

- Le décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale pour ce qui concerne la procédure de constatation et de répression administrative des abandons de déchets sur le domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

B. Formation continue :

- La remise à niveau de la réglementation en lien avec le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière et ses arrêtés d'exécution et supports ;

- La remise à niveau en lien avec le droit spécial de la procédure en matière d'amendes administratives ;

- Les premiers secours ;

- La gestion de conflits.

-

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 août 2023 relatif à la formation des agents qualifiés, des conseillers de poursuite administrative et des fonctionnaires d'instance administrative dans le cadre des amendes administratives en matière de sécurité routière.

Namur, le 22 août 2023.

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47567]

22. AUGUST 2023 — Ministerieller Erlass über die Ausbildung von qualifizierten Beamten, Beratern für die administrative Nachverfolgung und von Beamten der Verwaltungsinstanzen im Rahmen von administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit

Die Ministerin für Verkehrssicherheit beschließt,

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Mai 2022 zu Abänderungen der Dekrete vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege und vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 14, § 1, Absatz 3, 17, § 1, Absatz 3 und 27, § 1, Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit bezüglich des Verwaltungs- und Besoldungsstatus der Beamten, Artikel 4, § 1, Absatz 2 und § 2, 11, Absatz 2 und 17, Absatz 2;

Aufgrund des am 12. Juni in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 9. Juni 2023 vorgelegten Protokolls des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 21. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Art. 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

FOLGENDES:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter dem Erlass vom 15. Dezember 2022 den Erlass der wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit bezüglich des Verwaltungs- und Besoldungsstatus der Beamten.

Art. 2 - Der Inhalt der in den Artikeln 4, § 1 und § 2, 11 und 17 des Erlasses vom 15. Dezember 2022 ist in Anhang 1 angeführt.

Art. 3 - § 1. Die in Artikel 4, § 1 des Erlasses vom 15. Dezember 2022 enthaltene Ausbildung wird in Form von Kompetenz-Modulen erteilt.

Die Zertifizierung erfolgt durch erfolgreich abgelegte Prüfungen zu den Kompetenzen, die Gegenstand einer Evaluierung gemäß Anhang 1 sind.

§ 2. Für die Anmeldung zur Prüfung absolviert der Kandidat mindestens achtzig Prozent der Ausbildung für die jeweilige Kompetenz.

Bei nicht ausreichender Anwesenheit kann sich der Kandidat unter Einhaltung der in Paragraph 3, Absatz 2 festgelegten Frist für den nächsten Zyklus anmelden.

§ 3. Die erfolgreiche Absolvierung jeder Kompetenz-Prüfung wird bei sechzig Prozent festgelegt.

Der Kandidat verfügt über zwei Sitzungen pro Kompetenz und eine Frist von zwei Jahren ab seinem Dienstantritt, um die Prüfungen zu erfolgreich zu absolvieren.

In Abweichung von Absatz 2 kann der Kandidat im Falle des Nichtbestehens einer einzigen Kompetenz, die Gegenstand einer Prüfung ist, eine dritte Sitzung beantragen. In diesem Fall kann die Frist von zwei Jahren verlängert werden.

§ 4. Die Zyklen der zertifizierenden Ausbildung werden unter Berücksichtigung der Anforderungen der Dienststelle geplant. Die Planung ermöglicht es dem Kandidaten, die Frist von zwei Jahren, die in Paragraph 3, Absatz 2 festgelegt ist, einzuhalten.

Zu Beginn jedes Zyklus führt ein Kalender das Programm der Ausbildung und der Prüfungen genau aus.

Art. 4 - Die in Artikel 11, § 1 und Artikel 17, § 1 des Erlasses vom 15. Dezember 2022 enthaltenen Ausbildungen werden in Form von Modulen erteilt.

Die Zyklen der Ausbildung werden unter Berücksichtigung des Bedarfs der Dienststelle geplant.

Zu Beginn jedes Zyklus führt ein Kalender das Programm der Ausbildung genau aus.

Art. 5 - Jedes Mal, wenn die Dienststelle es für eine optimale Verwaltung der Angelegenheiten für notwendig erachtet sowie mindestens alle zwei Jahre organisiert sie die in den Artikeln 4, § 2, 11, § 2, und 17, § 2 des Erlasses vom 15. Dezember 2022 vorgesehene Fortbildung.

Die Anwesenheit beim Zyklus der Fortbildung ist verpflichtend.

Namur, 22. August 2023.

V. DE BUE

Anhang

Anhang 1 zum ministeriellen Erlass über die Ausbildung von qualifizierten Beamten, Beratern für die administrative Nachverfolgung und von Beamten der Verwaltungsinstanzen im Rahmen von administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit

Ausbildungsprogramme

I. Programm für die zertifizierende Ausbildung von qualifizierten Beamten

A. Erteilte Ausbildung

Modul 1:

- Das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;
- Grundbegriffe des Strafrechts, des Strafverfahrens und der Gerichtsorganisation, das Anhörungsverfahren Salduz+ sowie das Gesetz vom 12. März 1998, das sogenannte Franchimont-Gesetz, über die Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Information und der Untersuchung;
- Techniken zur Erstellung von Protokollen;
- Königlicher Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör und Königlicher Erlass vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße;
- Verwaltung von IT-Anwendungen und Nutzung von Datenbanken;
- Verarbeitung personenbezogener Daten;
- Verwendung von spezifischen Material;
- Techniken und Taktiken der Intervention;
- Verteidigungstechniken;
- Erste Hilfe einschließlich chemischer Risiken und anzuwendender Handgriffe;
- Konfliktbewältigung.

Modul 2 – technische Ausbildungen:

- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für den Transport gefährlicher Güter auf der Straße (ADR);
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für die technische Kontrolle auf der Straße sowie für die Ladung;
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für Sondertransporte;
- Rechtsvorschriften und Methoden zur Kontrolle der Massen und Abmessungen der Beladung von Fahrzeugen;
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für die Transportlizenz;

B. Durch eine Prüfung evaluierte Kompetenzen:

Modul 1:

- Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und die Grundbegriffe des Strafrechts, des Strafverfahrens und der Gerichtsorganisation, das Anhörungsverfahren Salduz+ sowie das Gesetz vom 12. März 1998, das sogenannte Franchimont-Gesetz, über die Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Information und der Untersuchung;
- Techniken zur Erstellung von Protokollen, Königlicher Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör, Königlicher Erlass vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße sowie Rechtsvorschriften und Methoden zur Kontrolle der Massen und Abmessungen der Beladung von Fahrzeugen.

Modul 2:

- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für den Transport gefährlicher Güter auf der Straße (ADR);
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für die technische Kontrolle auf der Straße sowie für die Ladung;
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für Sondertransporte;
- Rechtsvorschriften und Kontrollmethoden für die Transportlizenz;

C. Fortbildung:

- Auffrischung der Vorschriften in Verbindung mit dem Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und seinen Durchführungserlassen und Unterlagen;
- Verteidigungstechniken;
- Techniken und Taktiken der Intervention;
- Erste Hilfe;
- Konfliktbewältigung;

II. Ausbildungsprogramm für Berater für die administrative Nachverfolgung

A. Erteilte Ausbildung:

- Module 1 und 2 der Ausbildung von qualifizierten Beamten;
- Modul 3: Durchsetzungskraft.

B. Fortbildung;

- Auffrischung der Vorschriften in Verbindung mit dem Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und seinen Durchführungserlassen und Unterlagen;

- Verteidigungstechniken;
- Techniken und Taktiken der Intervention;
- Erste Hilfe;

- Konfliktbewältigung;

III. Ausbildungsprogramm für Beamte der Verwaltungsinstanzen

A. Erteilte Ausbildung;

- Module 1 und 2 der Ausbildung von qualifizierten Beamten, mit Ausnahme der Ausbildungen zur Verwendung von spezifischen Material, der Techniken und Taktiken der Intervention und der Verteidigungstechniken;

- Begriffe des Verwaltungsrechts;
- Rechtsetzung;
- Ethik;
- Durchsetzungskraft;
- Sprechen in der Öffentlichkeit;

Modul 3: Sonderrecht des Verfahrens für Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit:

- Dekret vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

- Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;
- Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation von Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen;

- Bestimmungen im Bereich der Beschilderung von Baustellen;

- Dekret vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität bezüglich des Verfahrens zur Feststellung und administrativen Ahndung des Ablagerns von Abfällen auf regionalem öffentlichem Gebiet von Straßen und Wasserstraßen.

B. Fortbildung;

- Auffrischung der Vorschriften in Verbindung mit dem Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und seinen Durchführungserlassen und Unterlagen;

- Auffrischung in Verbindung mit dem Sonderrecht des Verfahrens im Bereich administrative Geldbußen;
- Erste Hilfe;
- Konfliktbewältigung;

-

Gesehen, um dem ministeriellen Erlass vom 22. August 2023 über die Ausbildung von qualifizierten Beamten, Beratern für die administrative Nachverfolgung und von Beamten der Verwaltungsinstanzen im Rahmen von administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit beigefügt zu werden.

Namur, 22. August 2023

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47567]

22 AUGUSTUS 2023. — Ministerieel besluit betreffende de opleiding van bevoegde personeelsleden, van de adviseurs bestuurlijke vervolging en van de ambtenaren van de administratieve aanleg in het kader van de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid

De Minister van Verkeersveiligheid,

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2022 tot wijziging van de decreten van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen, van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en van 19 maart 2009 de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid op de artikelen 14, § 1, lid 3, 17, § 1, lid 3 en 27, § 1, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid voor wat het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren betreft, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, lid 2, en § 2, 11, lid 2, en 17, lid 2;

Gelet op het rapport van 12 juni 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op Protocol nr. 841 van Sectorcomité XVI, gegeven op 9 juni 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 21 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder besluit van 15 december 2022, het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid voor wat het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren betreft.

Art. 2. De inhoud van de opleidingen bedoeld in de artikelen 4, § 1 en § 2, 11 en 17 van het besluit van 15 december 2022 is opgenomen in bijlage 1.

Art. 3. § 1. De opleiding bedoeld in artikel 4, § 1, van het decreet van 15 december 2022 bestaat uit competentiemodules.

Zij wordt gecertificeerd door het slagen voor de examens met betrekking tot de competenties die worden beoordeeld in overeenstemming met bijlage 1.

§ 2. Om zich voor het examen te kunnen inschrijven, moet de kandidaat ten minste tachtig procent van de opleiding met betrekking tot de betreffende competentie hebben voltooid.

Bij onvoldoende aanwezigheid kan de kandidaat zich binnen de in paragraaf 3, tweede lid, gestelde termijn inschrijven voor de volgende cyclus.

§ 3. Het slaagpercentage voor elk competentie-examen is vastgesteld op zestig procent.

De kandidaat heeft twee zittingen per competentie en een periode van twee jaar vanaf zijn indiensttreding om te slagen voor zijn examens.

In afwijking van lid 2 kan de kandidaat een derde zitting aanvragen indien hij slechts voor één van de geëxamineerde competenties zakt. In dat geval kan de periode van twee jaar worden verlengd.

§ 4. De cycli van de certificeringsopleidingen worden gepland rekening houdend met de behoeften van de dienst. Het tijdschema stelt de kandidaat in staat om te voldoen aan de termijn van twee jaar die is vastgelegd in paragraaf 3, tweede lid.

Aan het begin van elke cyclus wordt het opleidings- en examenprogramma gedetailleerd in een kalender.

Art. 4. De opleidingen bedoeld in artikel 11, § 1 en artikel 17, § 1 van het decreet van 15 december 2022 worden gegeven in modules.

Opleidingscycli worden gepland rekening houdend met de behoeften van de dienst.

Aan het begin van elke cyclus wordt het opleidingsprogramma gedetailleerd in een kalender.

Art. 5. Telkens wanneer de dienst het nodig acht voor een optimaal beheer van de vakken, en ten minste om de twee jaar, organiseert hij de voortgezette opleiding bedoeld in de artikelen 4, § 2, 11, § 2, en 17, § 2 van het decreet van 15 december 2022.

Het bijwonen van de cyclus van de voortgezette opleiding is verplicht.

Namen, 22 augustus 2023.

V. DE BUE

Bijlage

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit de opleiding van bevoegde personeelsleden, van de adviseurs bestuurlijke vervolging en van de ambtenaren van de administratieve aanleg in het kader van de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid

Opleidingsprogramma's

I. Opleidingsprogramma voor de certificeringsopleiding van de bevoegde personeelsleden

A. Verstreckte opleiding

Module 1:

- Het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;
- Basisbegrippen van het strafrecht, strafvordering en rechterlijke organisatie, de verhoorprocedure Salduz+ en de wet van 12 maart 1998, bekend als de wet Franchimont, tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek;

- Technieken voor het opstellen van notulen ;

- Het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren en het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

- Beheer van IT-toepassingen en gebruik van databases;

- De verwerking van persoonsgegevens;

- Het gebruik van specifieke apparatuur ;

- Interventietechnieken en -tactieken ;

- Verdedigingstechnieken ;

- Eerste hulp, inclusief chemische risico's en wat te doen;

- Conflictbeheersing.

Module 2 - Technische opleidingen:

- Wetgeving en controlemethoden betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR) ;

- Wetgeving en controlemethoden met betrekking tot de technische controle langs de weg en het vastzetten

- Wetgeving en controlemethoden met betrekking tot uitzonderlijk vervoer ;

- Wetgeving en methoden voor het controleren van laadgewichten en afmetingen van voertuigen;
- Wetgeving en methoden voor het controleren van transportvergunningen.

B. Competenties beoordeeld door een examen :

Module 1:

- Het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en de basisbegrippen van het strafrecht, strafvordering en rechterlijke organisatie, de verhoorprocedure Salduz+ en de wet van 12 maart 1998, bekend als de wet Franchimont, tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek;

- Technieken voor het opstellen van notulen, het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren en het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en de wetgeving en methoden voor het controleren van laadgewichten en afmetingen van voertuigen

Module 2:

- Wetgeving en controlemethoden betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR) ;

- Wetgeving en controlemethoden met betrekking tot de technische controle langs de weg en het vastzetten

- Wetgeving en controlemethoden met betrekking tot uitzonderlijk vervoer ;

- Wetgeving en methoden voor het controleren van transportvergunningen.

C. Voortgezette opleiding:

- Herhalingsstraining m.b.t. de regelgeving i.v.m. met het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en de uitvoeringsbesluiten ervan en dragers;

- Verdedigingstechnieken ;

- Interventietechnieken en -tactieken ;

- Eerste hulp ;

- Conflictbeheersing.

II. Opleidingsprogramma van de adviseurs bestuurlijke vervolging.

A. Verstreckte opleiding :

- Modules 1 en 2 van de opleiding voor de bevoegde personeelsleden;

- Module 3: assertiviteit.

B. Voortgezette opleiding:

- Herhalingsstraining m.b.t. regelgeving i.v.m. met het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en de uitvoeringsbesluiten ervan en dragers;

- Verdedigingstechnieken ;

- Interventietechnieken en -tactieken ;

- Eerste hulp ;

- Conflictbeheersing.

III. Opleidingsprogramma van de ambtenaren van de administratieve aanleg

A. Verstreckte opleiding :

- Modules 1 en 2 van de opleiding van de bevoegde personeelsleden, met uitzondering van opleidingen over het gebruik van specifieke apparatuur, interventietechnieken en tactieken en verdedigingstechnieken;

- Begrippen van administratief rechten;

- Wetgevingstechniek;

- Ethiek ;

- Assertiviteit.

- Spreken in het openbaar.

Module 3: bijzonder recht met betrekking tot de procedure voor administratieve geldboetes

- het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur;

- het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

- Het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen;

- Regelgeving voor bewegwijzering op de bouwterreinen ;

- Het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudelictie met betrekking tot de procedure voor het registreren en administratief bestraffen van het achterlaten van afvalstoffen op de gewestelijke openbare wegen en waterlopen.

B. Voortgezette opleiding:

- Herhalingsstraining m.b.t. de regelgeving i.v.m. het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid en de uitvoeringsbesluiten ervan en dragers;

- Herhalingsstraining i.v.m. het bijzonder recht met betrekking tot de procedure voor bestuurlijke boetes;

- Eerste hulp ;

- Conflictbeheersing.

-

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2023 betreffende de opleiding van bevoegde personeelsleden, van de adviseurs bestuurlijke vervolging en van de ambtenaren van de administratieve aanleg in het kader van de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid

Namen, 22 augustus 2023.